

LES ACTIVITÉS DU CENTRE EN 2017–2018 ÉTAIENT REGROUPÉES SOUS QUATRE PRINCIPAUX PILIERS. VOICI UN RÉSUMÉ DES RÉALISATIONS.

## PILIER 1

FURNIR DES SERVICES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS SPORTIFS À LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE CANADIENNE

- Soixante-sept (67) nouveaux dossiers ont été déposés au cours de l'exercice financier, provenant de 30 sports différents. Trente-trois (33) nouvelles demandes ont été déposées auprès du Tribunal ordinaire, dont huit (8) appels concernant l'octroi de brevets et 21 différends reliés à la sélection d'équipes ou à l'admissibilité. Le Tribunal antidopage a été saisi de 29 nouvelles allégations de violation des règles antidopage, dont 12 dans le cadre de services payants, et le Tribunal d'appel antidopage a reçu cinq (5) nouvelles demandes.
- Des données statistiques partielles indiquent que les représentants juridiques inscrits sur la liste des avocats *pro bono* du Centre ont été contactés par des athlètes, des entraîneurs, des organismes de sport et des parents au moins à 45 reprises. Ces avocats ont fourni leur aide dans le cadre d'au moins 16 dossiers, ce qui a fait économiser aux membres de la communauté sportive au moins 300 000 \$ en frais juridiques.
- Un taux de réponse de 40% au sondage sur les services du tribunal, envoyé à toutes les parties aux procédures du CRDSC, a permis de recueillir des commentaires et données qui aideront le Centre à apporter des améliorations et à développer de nouveaux outils et ressources.
- Le Centre a terminé le processus de renouvellement de sa liste d'arbitres et de médiateurs, dont le nombre total atteint maintenant 50. Un nouveau barème de rémunération de ses arbitres et médiateurs a aussi été établi. Le Comité des services de RED a également dirigé l'élaboration de lignes directrices pour la sélection des membres de la liste qui devraient être finalisées au cours du prochain exercice financier.
- Le Portail de gestion de dossiers du Centre a été modernisé afin d'améliorer ses fonctionnalités pour les utilisateurs (intégration d'un module de facturation et de paiement en ligne automatisé, procédure d'ouverture de session plus robuste, ajout de capacités multilingues, etc.)

## PILIER 2

RENFORCER LA CAPACITÉ DE LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE CANADIENNE À PRÉVENIR ET RÉGLER LES DIFFÉRENDS SPORTIFS

- Le Centre a participé à 23 événements ou conférences et dirigé 33 ateliers, dans six (6) provinces et deux (2) territoires, du Yukon jusqu'à la Nouvelle-Écosse. Pour diffuser ses messages éducatifs, le Centre utilise de plus en plus les webinaires et six (6) séances ont été présentées en mode virtuel au cours de l'exercice financier.
- Le Centre a préparé le lancement imminent du Programme Connexion droit et sport (PCDS) au cours de l'automne 2018. Une entente de collaboration a été signée avec viaSport BC, et trois universités ont accepté de participer au premier projet-pilote qui se déroulera en Colombie-Britannique, avec l'aide de l'ADR Institute of BC pour la prestation de services spécialisés. Une entente de principe est également intervenue entre le Centre, SportsQuébec et l'Université de Sherbrooke en vue de mettre en œuvre une version modifiée du PCDS au Québec.
- La facilitation de règlement préalable a été promue afin d'encourager le règlement des différends avant la tenue d'un processus d'appel interne et de faire économiser du temps, de l'énergie et de l'argent aux organismes et personnes qui interjettent appel. Un dépliant d'information à propos de ce nouveau service a été élaboré.
- Le *Guide des procédures du CRDSC* a été créé afin d'aider les parties, notamment celles qui ne sont pas représentées, à comprendre le déroulement d'une procédure. Le Centre a également introduit un nouvel outil de référence en ligne intitulé *Guide de l'administrateur de sport sur les allégations de violation des règles antidopage*.

## PILIER 3

METTRE SUR PIED UN SERVICE D'OMBUDSPERSON POUR LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE CANADIENNE

- Le Centre s'est assuré que la proposition de créer un programme d'ombuds reste sur la table et a engagé des discussions sur la possibilité d'obtenir une aide financière pour cette initiative.
- Le Centre a aussi activement promu la proposition du programme d'ombuds et les avantages qu'il pourrait offrir aux ONS et OSM. Des propositions formelles ont été présentées aux conseils d'administration du Comité olympique canadien et du Comité paralympique canadien.
- Un sous-comité du conseil d'administration a été formé afin de diriger un exercice d'évaluation visant à identifier les risques immédiats et à long terme pour le Centre, reliés à l'éventuelle mise en œuvre d'un programme d'ombuds.

## PILIER 4

VISER L'EXCELLENCE ORGANISATIONNELLE

- Des ententes de services rémunérés ont été signées avec trois (3) ONS en vue de leur fournir des services de gestion de dossiers professionnels et indépendants, pour leurs processus disciplinaires et/ou appels internes.
- Le Portail de gestion de dossiers du Centre a été cloné avec succès pour devenir le portail de la Clinique de médiation de l'Université de Montréal.
- Le Centre s'est procuré un espace de bureau suffisant pour correspondre à sa récente expansion en signant un nouveau bail de cinq (5) ans en mars 2018 et en entreprenant des rénovations qui ont été complétées en juillet 2018.
- Le Centre s'est conformé à toutes ses obligations légales et contractuelles.

